

La vérité sur la dette - 1/5

"Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin" (Henry Ford, industriel).

"Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin" (Henry Ford, industriel).

"Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout. Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation" (Thomas Jefferson, ex-président des Etats-Unis).

Les citoyens doivent être informés sur deux grosses arnaques dont nous sommes tous victimes : le pouvoir de création monétaire par les banques privées et l'interdiction pour l'Etat d'emprunter sans intérêts auprès de sa banque centrale ! Vous allez en saisir les conséquences...

Comment se fait la création monétaire

Il faut rejeter complètement l'idée, sans doute enfouie au fond de votre esprit que, pour qu'un banquier puisse vous proposer un crédit, il faut qu'un épargnant soit passé avant vous à la banque pour y déposer des économies, et qu'en fin de compte, c'est l'épargne d'un autre que le banquier vous prête, en prélevant sa commission au passage (l'intérêt) ...

Alors en réalité d'où vient cet argent que les banques nous prêtent ? Elles le créent tout simplement !!! Un système extrêmement obscur que l'on veille à maintenir dans l'ombre, soit que l'on pense qu'il est affaire de spécialistes que l'esprit du commun des mortels ne saurait appréhender, soit que le mettre en pleine lumière risquerait de pousser les esprits "éclairés" à se rebeller...

Les banques commerciales possèdent le privilège de vous vendre (par l'intérêt) de l'argent qu'elles ne possèdent pas !! Elles le créent à chaque demande de crédit (que ce soit pour un particulier, une entreprise ou un Etat), ce qui augmente la masse monétaire globale.

Bien sûr il existe des limites à cette création monétaire : les banques commerciales doivent avoir un certain niveau de réserves fractionnaires de l'ordre de 8 %. Donc en fait à partir d'un dépôt l'ensemble des banques privées peut créer 9 fois plus d'argent qu'il n'en possède réellement. Par exemple si une banque reçoit 1 million d'euros de la banque centrale, le système bancaire pourra créer 9 millions d'euros pour les proposer en crédit. Si vous déposez 1000 euros sur votre compte, elles pourront créer à partir du néant 9000 euros qu'elles pourront d'ailleurs vous prêter en réclamant un intérêt. Et vos 1000 euros, eux, ne bougent pas de votre compte, ils ne sont pas prêtés, ça leur autorise juste à créer plus d'argent !

92% de la monnaie est donc créée par les banques privées sans aucun travail, en quelques secondes, par une simple écriture sur votre compte avec leur ordinateur (8 % est créé par les banques centrales).

Réclamer un intérêt (qui bien souvent double la somme empruntée) sur de l'argent qui est tiré du néant est selon nous non légitime pour des organismes privés alors que les intérêts pourraient être partagés par l'ensemble de la collectivité...

Ces intérêts sont la cause première d'une dette publique impossible à rembourser ! Si la France n'avait pas légué en 1973 son droit régalien d'émettre la monnaie, les français s'épargneraient 40 à 50 milliards d'euros d'impôts chaque année et la dette serait totalement remboursée depuis 2006 !

La vérité sur la dette - 2/5

Petit historique pour les usa et la france

Venant d'Amérique, Benjamin Franklin, en 1750, s'étonnait de voir une foule de chômeurs et de mendiants dans les rues de Londres. Il décrivait ainsi les colonies d'Amérique : "Impossible de trouver de population plus heureuse et plus prospère sur toute la surface du globe... Dans les colonies, nous émettons notre propre papier-monnaie, nous l'appelons Colo Script, et nous en émettons assez pour faire passer facilement tous les produits des producteurs aux consommateurs... Nous contrôlons notre pouvoir d'achat et nous n'avons aucun intérêt à payer à personne".

Sous la pression des banquiers anglais, le Parlement anglais interdit cette pratique, obligeant les colons à utiliser une monnaie à intérêts, en quantité insuffisante. La circulation monétaire dans les colonies se trouva ainsi diminuée de moitié en un an, "à tel point que les rues des colonies étaient remplies de chômeurs" dit Franklin.

Et à propos de la décision de Lincoln (alors Président des Etats-Unis) d'émettre une monnaie sans intérêts, Lord Goschen, porte-parole des Financiers, écrivit dans le London Times : "Si cette malveillante politique financière provenant de la République nord-américaine devait s'installer pour de bon, alors, ce gouvernement fournira sa propre monnaie sans frais. Il s'acquittera de ses dettes et sera sans aucune dette. Il aura tout l'argent nécessaire pour mener son commerce. Il deviendra prospère à un niveau sans précédent dans toute l'histoire de la civilisation. Ce gouvernement doit être détruit, ou il détruira toute monarchie sur ce globe". La monarchie des contrôleurs du crédit... En 1861, l'Etat reprit le contrôle de l'émission et de la circulation d'une monnaie sans intérêts.

La production agricole et industrielle redémarrera, le chômage disparut. En 1865, après l'assassinat du président Lincoln, les banques privées imposèrent de nouveau une monnaie avec intérêts. En dix ans, le pouvoir d'achat chutant de moitié, il y eut 55 000 faillites avec tout un cortège de chômage et de misère... Logique, car les banquiers, avec les intérêts, prenaient la moitié de l'argent que les gens gagnaient en travaillant.

Finalement, le 23 décembre 1913, le Congrès américain votait la loi de la Réserve Fédérale, qui enlevait au Congrès lui-même le pouvoir de créer l'argent. Les banquiers privés avaient gagné la partie. Un membre du Congrès, Charles A. Lindbergh déclara : "Cette loi établit le plus gigantesque trust sur terre. Lorsque le Président Wilson signera ce projet de loi, le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire sera légalisé... Le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par cette loi sur la banque et le numéraire".

Salmon P. Chase, Secrétaire du Trésor sous Lincoln, déclara publiquement, peu après le passage de la loi : "Ma contribution au passage de la loi des Banques Nationales fut la plus grande erreur financière de ma vie. Cette loi a établi un monopole qui affecte chaque intérêt du pays. Cette loi doit être révoquée, mais avant que cela puisse être accompli, le peuple devra se ranger d'un côté, et les banques de l'autre, dans une lutte telle que nous n'en avons jamais vue dans ce pays".

En France, même processus : certains hommes politiques ont essayé de lutter : Vincent Auriol, 1934, ministre des finances du Front Populaire : "Les banques je les ferme, les banquiers je les enferme !" ; en 1945 le Général de Gaulle nationalise la Banque de France, le crédit est sous tutelle publique, l'État a recouvré son autorité sur la monnaie, ce qui ne durera pas. L'article 25 de la loi du 3 janvier 1973 de Pompidou et Giscard d'Estaing "interdit au Trésor public d'être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France". La France ne peut plus emprunter à sa banque centrale sans intérêt ! Elle doit désormais emprunter sur les marchés financiers avec intérêt : fini l'ordre des salariés et des entrepreneurs, finies les Trente Glorieuses, la monnaie se renforce, le chômage augmente, les salaires stagnent, la dette explose...

Un exemple, "l'emprunt Giscard" : pour 6 milliards de francs empruntés en 1973, l'Etat a finalement

La vérité sur la dette - 3/5

remboursé au total 80 milliards de francs en 1988 !!

Comment voulez-vous que les finances de la nation se portent bien avec un tel déséquilibre entre le montant emprunté et le montant remboursé ?

En 2003, 10% du PIB a basculé du côté du profit et de la rente. La mondialisation, d'une certaine manière, est un basculement de l'économie au profit des créanciers, des boursiers, des rentiers, des financiers...

Les statuts de la Banque de France, calqués (et aggravés en quelque sorte) sur ceux de la Bundesbank, gardienne du temple de la monnaie forte, seront copiés par la Banque Centrale Européenne. L'ordre des créanciers règne en Europe.

Le mythe de l'inflation

Pour faire passer cette loi de 1973 la raison évoquée était celle de limiter l'inflation...

Or cette raison n'est pas valable puisque ce qu'on interdit aux Etats, on le permet aux banques commerciales qui, par leur nombre, sont beaucoup plus créatrices de monnaie ! Cette création monétaire par les banques commerciales (+ 10 % par an en zone euro) n'est absolument pas corrélée à la création de richesses réelles (+ 2 % par an) puisqu'elle se produit lors des crédits qui ne servent pas toujours à investir !

Rappel : la création monétaire doit se faire proportionnellement à la production de biens et services qui passeront des producteurs aux consommateurs grâce à cette nouvelle monnaie créée. L'inflation naît d'un excès de création monétaire par rapport à la production de ces richesses réelles.

De plus l'inflation avant 1973 est en moyenne de 4,2 % les vingt années précédentes (<http://inflation.free.fr/inflation-depuis-1901.php>) !! Ce niveau d'inflation était optimal pour obtenir la forte croissance économique et le plein emploi des années 50 à 70 !

Les conséquences pour la France

Entre 1980 et fin 2008, la dette a augmenté de 1056 milliards d'euros, alors que nous avons payé 1300 milliards d'euros d'intérêts ! Si nous n'avions pas eu à emprunter ces 1056 milliards d'euros sur les marchés monétaires, c'est-à-dire si nous avions pu créer notre monnaie, faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques privées, la dette qui était de 229 milliards d'euros début 1980 serait totalement remboursée depuis 2006 grâce aux économies réalisées chaque année et nous disposerions en plus d'un solde de trésorerie positif de plus de 100 milliards d'euros !

Pensez-y : 1300 milliards d'euros d'intérêts payés pendant 29 ans, c'est en moyenne 45 milliards d'euros par an soit 120 millions d'euros par jour que nous transférons aux créanciers !

En 2008, c'est 113 milliards d'euros qui seront remboursés (71 milliards de capital + 42 milliards d'intérêts), le service de la dette est l'équivalent de tous les impôts directs des français (impôt sur le revenu + impôt sur les sociétés + autres impôts directs dont l'ISF).

Pour rembourser ces 113 milliards d'euros et assurer le fonctionnement des administrations publiques, la France a consenti 110 milliards d'euros de nouveaux emprunts en 2008 : 70 milliards pour rembourser les 70

La vérité sur la dette - 4/5

milliards de capital qui arrivent à échéance cette année (il s'agit donc d'un report dans le temps) et 40 milliards de dette supplémentaire qui généreront des intérêts.

Les 42 milliards d'euros d'intérêts sont donc la somme réellement prélevée sur les impôts des français (presque équivalent à l'impôt sur le revenu).

Autrement dit, si la France pouvait emprunter à une banque centrale sans intérêts :

- nous n'aurions plus de dette publique
 - nous pourrions éventuellement supprimer l'équivalent de l'impôt sur le revenu et résoudre le problème du pouvoir d'achat
 - ou utiliser cette somme pour construire des infrastructures ou les maintenir tels les hôpitaux, les maternités, les bureaux de poste, les écoles...
 - ou commencer à réparer les dégâts environnementaux causés par la course à la croissance c'est-à-dire la course au remboursement des dettes...
 - nous pourrions maîtriser la masse monétaire (et donc l'inflation) sans sacrifier l'économie et l'emploi.
- Dans tous les cas la collectivité ferait meilleur usage de l'argent que d'engraisser les rares qui ont les moyens d'acheter notre dette !

Concernant l'intérêt, il est le premier responsable de la pauvreté dans le monde et de l'élargissement de la fracture sociale. Puisque les prix que vous payez sont constitués à 40-45 % du seul poids des intérêts, comme l'ont mis en évidence dans leurs études Magrit Kennedy et Ralph Becker, vous imaginez la somme colossale qui est transférée du monde économique au monde financier ! Il contribue à l'asphyxie du premier et à la congestion du second ; il provoque surtout le transfert de la richesse des plus démunis vers les plus nantis.

Magrit Kennedy, dans l'étude qu'elle présente dans son livre "Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts", met en évidence que pour la population allemande, classée en 10 tranches de revenus, lorsque l'on fait la balance entre les intérêts créditeurs, versés à l'épargne, et les intérêts débiteurs prélevés au crédit, le solde n'est positif que pour la 10e tranche, celle des plus riches, équilibré pour la 9e et négatif pour les 8 autres. Elle souligne aussi que le solde est d'autant plus négatif que l'on est pauvre et d'autant plus positif que l'on est riche.

Une proposition de bon sens

Toute création de monnaie doit relever des Etats par l'intermédiaire des banques centrales. Cette création monétaire doit être interdite aux banques commerciales qui doivent redevenir de simples intermédiaires entre épargnants et emprunteurs !

Afin d'éviter une utilisation abusive de la création monétaire, le gouvernement pourrait avoir le pouvoir de proposition (de création monétaire) et une commission indépendante aurait le pouvoir d'acceptation ou non selon divers critères (investissement utile ? Rentable ? écologique ? éthique ? Remboursable à court ou moyen terme ? Etc...). Cette création monétaire serait interdite pour les dépenses de fonctionnement et d'amortissement de l'Etat qui devront être financées par les rentrées fiscales.

"Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs possessions jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leurs pères avaient conquis" (Thomas Jefferson, Lettre au Ministre des Finances Albert Gallatin en 1802).

Cela ne vous fait-il pas penser à la crise financière due aux subprimes que nous connaissons ?

La vérité sur la dette - 5/5

"Si vous voulez rester esclaves des banquiers et payer le coût de votre propre esclavage, laissez-les continuer à créer de l'argent et contrôler le crédit de la nation" (Sir Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 à 1941).